



Assemblées Annuelles 2007 de la BAD

AUTRES SEMINAIRES THEMATIQUES

Shanghai International Convention Center,
Oriental Riverside Hotel

Shanghai, Chine – 13 - 15 mai 2007

Programme

FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE SINO-AFRICAINE

Date : *Dimanche 13 mai 2007*
Salle : *Yangtze River Hall*
Heure : *14 h 00 – 16 h 30*

Sommaire

Les institutions de financement du développement ont été mises en place par la Chine et les pays africains pour leur permettre de jouer un rôle important dans le développement national et régional. La Chine et les pays africains sont tous des pays en développement avec des problèmes similaires dans leur développement économique. Ceci permet une large ouverture et un grand potentiel pour leur coopération dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures, de la manufacture et dans d'autres domaines. Suite aux succès remportés par le forum 2006 sur la coopération sino-africaine, les relations entre la Chine et l'Afrique sont rentrées dans une nouvelle ère. Ainsi, la Chine souhaite renforcer le dialogue avec les pays africains sur la manière de tirer avantage du financement du développement en vue de promouvoir une coopération mutuellement bénéfique entre la Chine et les pays africains pour un partenariat gagnant-gagnant.

Le but de ce forum est de promouvoir la coopération sino-africaine par le biais du financement du développement. Les objectifs principaux de ce forum sont les suivants :

- Promouvoir la communication et la compréhension entre les institutions de financement du développement de la Chine et celles des pays africains ;*
- Partager les expériences pratiques et réussies des institutions de financement du développement en Chine et des pays africains ;*
- Identifier les opportunités de coopération entre les institutions de financement du développement ;*
- Discuter du mode et des méthodes de la coopération sino-africaine par le financement du développement.*

Les sous thèmes suivants seront discutés :

- *Opportunités et défis liés au développement des institutions de financement africaines ;*
- *Rôle des institutions financières de développement de financement dans le cadre du développement économique de l'Afrique ;*
- *Mode et perspectives de la coopération financière sino-africaine ;*
- *Rôle des institutions financières de développement dans la coopération économique sino-africaine ;*
- *Rôles des gouvernements et stabilité financière ; et*
- *Coopération financière sino-africaine et réseaux de financement.*

Les membres du panel de ce séminaire sont les suivants :

Président : **M. Zhou Xiaochuan**, Gouverneur de la Chine et Président du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque Africaine de Développement (à confirmer)

Orateurs principaux :

- **M. Liu Dawei**, Responsable en chef des finances, China Development Bank
- **M. Gao Jian**, Vice Gouverneur, China Development Bank
- **M. Godfrey Tumusiime**, Directeur Général, East African Development Bank
- **M. Charles Chikaura**, Chief Executive Officer, Infrastructure Development, Bank of Zimbabwe
- **Directeur de la Région Afrique**, Barclays Capital (à confirmer)
- **M. Colin Coleman**, Directeur général de la Région Afrique, Goldman Sachs
- **M. Charles Okeahalam**, Président Directeur Général, Groupe AGH, Afrique du Sud
- **M. Mandla Gantsho**, Vice Président Opérations : Infrastructure, Secteur Privé et Intégration régionale, BAD

LANCEMENT DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES AFRICAINES (PEA)**PRESENTATION DU RAPPORT 2007 SUR LA COMPETITIVITE DE L'AFRIQUE (RCA)****PRESENTATION DU RAPPORT SUR LA CONSOMMATION ET LES NIVEAUX DES PRIX RELATIFS DANS LES PAYS AFRICAINS – RESULTATS PRELIMINAIRES**

Date : *Dimanche 13 mai 2007*

Salle : *Yellow River Hall*

Heure : *16 h 00 – 18 h 00*

Sommaire

Les Perspectives Economiques de l'Afrique est une publication annuelle conjointement préparée et publiée par la Banque Africaine de développement et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). Le rapport passe en revue et analyse les performances socio-économiques de l'année des pays africains. Il fournit en plus des informations pays par pays sur les progrès socio-économiques et les perspectives à court et moyen terme des pays africains. Chaque année, le rapport traite d'un thème spécifique qui se focalise dans un domaine critique du développement socio-économique de l'Afrique et qui n'a pas fait l'objet de suffisamment de recherche.

Le rapport comprend trois parties : Une vue d'ensemble des problèmes spécifiques de dimension internationale qui peuvent affecter les économies africaines ; Des informations sur des pays spécifiques ; et des données statistiques sur les pays africains. L'édition courante du rapport est la sixième du genre et couvre 31 pays africains.

L'objectif principal des Perspectives économiques de l'Afrique est d'élargir la base de connaissances des économies (et des sociétés) africaines en vue d'offrir un appui de valeur dans la formulation des politiques, les décisions d'investissement et les interventions des bailleurs de fonds. Un autre objectif important est le renforcement des capacités par l'implication des experts et institutions africains dans la préparation du rapport dans le but de renforcer la capacité de recherche et l'appropriation des perspectives africaines par les experts locaux africains.

LE RAPPORT 2007 SUR LA COMPETITIVITE DE L'AFRIQUE

Le rapport 2007 sur la compétitivité de l'Afrique est une publication conjointe du forum économique mondial, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale qui prend en compte l'expertise des trois institutions. Les éditions précédentes (1998, 2000 et 2004) furent publiées uniquement par le forum économique mondial. Le but du rapport sur la compétitivité de l'Afrique est de mettre en lumière les perspectives d'une croissance soutenue en Afrique et surtout les obstacles à la compétitivité. Le rapport se fonde sur la méthodologie et les résultats contenus dans trois séries de documents. Il s'appuie sur les rapports antérieurs sur la compétitivité de l'Afrique publiés par le forum économique mondial. Ces rapports ont pour complément les rapports sur les pratiques d'affaires et les rapports sur l'évaluation du climat des investissements qui ont été tous les deux publiés par la Banque Mondiale. Les résultats de ces rapports sont incorporés dans ce présent rapport.

Le rapport 2007 sur la compétitivité de l'Afrique – qui est dans sa quatrième édition – est supposé être un outil utile aux décideurs politiques africains, à la communauté des hommes d'affaires et à la communauté des bailleurs de fonds. Il est fondé sur un travail d'analyse rigoureux. Sur la base des leçons de l'expérience, le rapport présente des recommandations pratiques sur la manière d'aborder les problèmes soulevés. Il met également en évidence les récentes performances de la compétitivité de même que les problèmes majeurs et les défis à la compétitivité de l'Afrique.

Le rapport comprend 7 chapitres et présente des profils pays : Evaluation de la compétitivité de l'Afrique dans un contexte global ; le climat des investissements en Afrique du point de vue des investisseurs privés ; des indicateurs aux mesures d'impacts : Quelle est l'importance du climat des investissements sur la création d'emplois et la productivité ; La compétitivité et le climat des investissements dans les pays dits Afrique du Sud, Algérie, Nigeria, et Egypte (SANE) ; Le Genre, l'Entreprenariat et compétitivité en Afrique ; Compétitivité et les Technologies de l'Information en Afrique ; Les institutions de financement du développement Sud-Sud et leur impact sur la compétitivité de l'Afrique.

CONSOMMATION ET NIVEAUX DES PRIX RELATIFS DANS LES PAYS AFRICAINS – RESULTATS PRELIMINAIRES

Ce document est la première publication des résultats d'enquêtes mensuelles de grande envergure et du calcul des dépenses du PIB entrepris dans 48 pays africains lors des deux dernières années dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Comparaison Internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique). Le rapport est structuré en trois parties : la première partie donne un aperçu des questions relatives au calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA) et de l'utilité des indicateurs pertinents de comparaison; la deuxième partie présente les résultats des PPA pour les 48 pays africains ; et la dernière partie présente des tableaux détaillés sur les niveaux de prix et les dépenses du PIB.

Le Programme de Comparaison Internationale (PCI) est un programme mondial couvrant plus de 140 pays dont 51 pays africains. L'objectif du PCI est d'obtenir une base fiable de comparaison des dépenses par habitant du PIB entre les pays en utilisant les PPA. Il permet de faire la comparaison des valeurs réelles des productions des pays, en utilisant un point de référence standardisé sans distorsion de prix et de taux de change. La BAD est responsable de la gestion du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique). Un autre objectif du PCI-Afrique, en plus du calcul des statistiques du PCI pour l'Afrique, est de servir de plateforme pour le renforcement des capacités des pays participants notamment par l'amélioration des compétences des statisticiens nationaux.

La prochaine publication est prévue avant décembre 2007. Elle portera sur les revenus et les niveaux de prix dans les pays africains.

Les membres du panel pour le lancement/ les présentations de ces trois documents sont :

Présidente : **S. E. Mme A. Sayeh**, Ministre des Finances, Liberia

Orateurs :

- **Mme Louka T. Katseli**, Directeur, Centre de Développement de l'OCDE, France
- **M. Kenneth Ruffing**, Centre de Développement de l'OCDE, France
- **M. Daniel Daco**, Conseiller et Chef de la section économique de la délégation de la Commission européenne en Chine
- **M. Louis Kasekende**, Economiste en Chef, BAD
- **M. Waheed Oshikoya**, Directeur, Département de la Recherche, BAD
- **M. Charles Lufumpa**, Directeur, Département des Statistiques, BAD
- **M. Osei Barfour**, Département de la Recherche, BAD
- **M. Peter Ondiege**, Département de la Recherche, BAD

ROLE DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE DANS LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE : EXPLORER LES DOMAINES DE PARTENARIAT AVEC L'ASIE ET BENEFICIER DE SES MEILLEURES PRATIQUES

Date : *Lundi 14 mai 2007 (petit déjeuner de travail)*
Salle : *Europe Hall*
Heure : *7 h 15 – 9 h 00*

Sommaire

Ce petit déjeuner de travail se propose de présenter la stratégie de la Banque en matière de promotion du secteur privé et profiter de cette opportunité pour partager également l'expérience asiatique. Le séminaire sera aussi une occasion d'explorer les possibilités d'un partenariat avec les institutions asiatiques dans le domaine de la promotion de la gouvernance d'entreprise en Afrique.

Ce séminaire offrira la possibilité aux partenaires au développement de revoir leur rôle et de s'accorder sur les meilleures pratiques ou approches de promotion de la bonne gouvernance d'entreprise, notamment à la lumière de précédents succès tels que le partenariat ayant donné naissance à la Société de services de gestion pour l'Afrique (AMSCO BV).

Le séminaire traitera des questions suivantes :

- *Quelles leçons peuvent être tirées de l'expérience asiatique pour une promotion des bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et comment les utiliser pour développer l'entreprenariat ?*
- *Quels sont les rôles des parties prenantes clés (entités gouvernementales et banques du secteur public, associations d'hommes d'affaires et de travailleurs) dans les pays tels que la Chine et l'Inde dans la mise en place de fondations d'une bonne gouvernance d'entreprise ?*
- *Quelles sont les expériences d'autres partenaires au développement ; particulièrement AMSCO BV dans la diffusion d'une gouvernance d'entreprise ?*
- *Quelles sont les possibilités pour la Banque d'établir des partenariats avec d'autres institutions asiatiques et partenaires au développement, ainsi que des institutions financières internationales dans le cadre du NEPAD pour la mise en place de fondations afin d'accélérer l'adoption de bonnes pratiques en matière de bonne gouvernance dans les pays africains ?*

Les membres du panel de ce séminaire de petit déjeuner seront :

Session d'ouverture

Président de séance : **M. Timothy Turner**, Directeur, Département secteur privé, BAD

Orateur : **M. Mandla Gantsho**, Vice Président Opérations : Infrastructure, Secteur Privé et Intégration Régionale, BAD

Débat général :

Modérateur : **M. Paulo Gomes**, Gestionnaire Partenariat, Groupe Constelor, LCC, Etats-Unis

1. **Bonnes pratiques et leçons tirées de l'expérience asiatique dans le cadre de la promotion des bonnes pratiques d'entreprises**

Orateur : *M. Y.R.K. Reddy*, Académie pour la Gouvernance d'entreprise, Inde

Intervenants : *Mlle Anne Simpson, M. Anurag Goel, M. Michael Gillibrand et M. David Wang.*

2. **Leçons tirées de l'expérience des donateurs en matière de dissémination des principes de la bonne gouvernance d'entreprise**

Orateurs :

– *M. Philip Armstrong*, Responsable du Forum global pour la Gouvernance d'entreprise, Etats-Unis

– *M. Ayisi Makatiani*, CEO, AMSCO, Hollande

– *M. Karugor Gatamah*, CEO, Centre pour le Forum de la gouvernance d'entreprise, Kenya

Intervenants : *M. Mats Isaksson, M. Hala El-Said et M. Hemposa Bedicks.*

3. **Partenariat pour une promotion accélérée des pratiques de la bonne gouvernance institutionnelle en Afrique**

Orateur : *M. Mohamed Bourenane*, Chef de Division, Département Secteur Privé et Micro Finances, BAD

Intervenants : *M. B. Tukur ; Mlle Evelynne Tall et Mlle Natasha Ansell*

4. **Clôture et remerciements**

Orateur : *M. Gabriel Negatu*, Directeur, Département Gouvernance économique et financière.

FORUM DES ENTREPRISES SINO-AFRICAINES : INVESTISSEMENT, FINANCEMENT ET RISQUES EN AFRIQUE

Date : *Lundi 14 mai 2007*
Salle : *Huangpu River Hall*
Heure : *9 h 00 – 12 h 30*

Sommaire

Le commerce et les flux d'investissements sino-africains sont florissants. Le commerce bilatéral a atteint 40 milliards de dollars EU en 2005 et devrait franchir le seuil des 50 milliards de dollars en 2006. Les investissements chinois en Afrique ont dépassé 6 milliards de dollars en 2005 tandis que les Africains commencent à investir avec circonspection en Chine, pays à forte densité de population et en pleine croissance.

L'influence de la Chine en Afrique a beaucoup évolué ces dix dernières années. Les investissements chinois sur le continent africain concernent principalement les domaines suivants :

- **Matières premières** – *les industries chinoises en pleine expansion nécessitent de nouveaux fournisseurs d'énergie et de matières premières. Dans les dix années à venir, la Chine devancera les États-Unis en tant que premier consommateur mondial de pétrole. Elle importe actuellement 28 % de son pétrole et de son gaz de l'Afrique sub-saharienne. Par exemple, le Soudan fournit 7 % des importations pétrolières totales de la Chine.*
- **Exportations** – *la Chine cherche de nouveaux marchés pour ses produits. Selon les rapports du gouvernement chinois, le commerce entre la Chine et l'Afrique a augmenté de plus de 35 % entre novembre 2004 et 2005.*

Il est estimé que 674 entreprises chinoises étaient actives en Afrique en juin 2004. L'investissement total contracté par ces entreprises se montait approximativement à 1,5 milliards de dollars EU. Pour la seule année 2005, les sociétés de construction chinoises ont conclu des contrats en Afrique à hauteur de 6,3 milliards de dollars. La Chine a également eu recours à l'allègement de la dette pour venir en aide aux nations africaines. Depuis l'an 2000, la Chine a annulé 1,2 milliards de dollars EU de la dette africaine, suivis par une nouvelle tranche de 750 millions de dollars en 2003.

Les principaux objectifs de ce forum sont de trouver le moyen de faciliter la coopération entre les entreprises africaines et chinoises et de soutenir leurs activités. Standard Bank en tant que banque commerciale africaine locale et «China Export & Insurance Company» en tant que promoteur des exportations et des investissements chinois sont les partenaires adéquats pour co-organiser ce forum et contribuer à atteindre les objectifs de la réunion. Comme indiqué ci-dessous, la Banque africaine de développement, en tant que première institution de financement du développement en Afrique, a un rôle clé à jouer dans la facilitation de ce processus de développement et de financement.

PRESENTATION DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES OPERATIONS DU GROUPE DE LA BANQUE

Date : *Lundi 14 mai 2007*
Salle : *Grand Ballroom*
Heure : *12 h 30 – 14 h 00*

Sommaire

L'analyse financière et des opérations est un exercice annuel qui consiste à présenter les activités de la Banque et à éclairer ses actionnaires et les autres participants aux assemblées annuelles. Il consiste à présenter les détails des opérations boursières tout en soulignant la solidité de l'institution.

La présentation de cette année va mettre en exergue les progrès économiques importants réalisés par le continent et les opportunités pour le développement, ainsi que celles que la communauté des bailleurs de fonds peut saisir pour accélérer les progrès en vue d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. Un aperçu sur les activités du Groupe de la Banque en 2006 est ensuite présenté. Il comprend entre autres les différentes étapes réalisées en vue de repositionner la Banque pour accroître son efficacité dans l'accomplissement de son mandat.

La présentation des indicateurs financiers de la Banque fait partie intégrante de la présentation qui comprend aussi les observations concernant la cote AAA accordée à la Banque par les agences internationales de notation. La présentation se termine par un aperçu général sur les activités de la Banque avec en prime une interrogation sur le rôle joué par la Banque sur le marché financier. Quelques domaines dignes d'intérêts sont la récente initiative sur les monnaies africaines dont le but est d'accroître la visibilité des marchés des capitaux africains vis-à-vis des investisseurs internationaux et l'élargissement de l'offre des produits financiers aux clients de la Banque.

Orateur principal : *M. Stefan Luis Nalletamby*, Directeur, Département de la Trésorerie, BAD

**QUEL REENDETTEMENT POUR L'AFRIQUE APRES LES ANNULATIONS
PPTTE ET IADM ?
PROPOSITIONS POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DE LA DETTE**

Date : *Lundi 14 mai 2007*
Salle : *Yellow River Hall*
Heure : *14 h 30 – 16 h 30*

Sommaire

Les pays à revenu faible ont bénéficié depuis 1996 de deux initiatives importantes d'allègement de la dette : l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTTE) et l'initiative pour l'annulation de la dette multilatérale (IADM). Ces deux initiatives ont contribué à réduire substantiellement le poids de la dette des pays qualifiés.

Dans le nouveau contexte de la solvabilité retrouvée, les pays à faible revenu peuvent être tentés d'accélérer les emprunts pour de multiples raisons : (i) les besoins de développement sont immenses, en particulier pour financer les ODM, et sont supérieurs aux montants des dons dont dispose la communauté des donateurs, (ii) de nombreux pays prêteurs, notamment les pays émergents, sont prêts à accorder des prêts non concessionnels, (iii) les prêts concessionnels émanant des bailleurs multilatéraux et bilatéraux du club de Paris vont certainement augmenter.

La question de savoir comment éviter aux pays à faible revenu un cercle vicieux d'endettement excessif et de défallite sur la dette est la problématique à laquelle fait face la communauté des donateurs.

Les réponses existent au moins à deux niveaux :

1. *Au niveau international à travers une bonne gouvernance de la dette. Le cadre de viabilité de la dette (CVD) élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale donne une première réponse. C'est un outil de coordination ayant pour but d'évaluer et de suivre l'endettement des pays à faible revenu et les risques qui y sont associés. Cependant, la question de son utilisation demeure. Cet outil sera plus efficace s'il est utilisé à la fois par les emprunteurs et les bailleurs de fonds et si les emprunteurs le connaissent, le comprennent et en respectent les implications.*
2. *Au niveau des donateurs, à travers la mise en œuvre d'instruments financiers qui prennent en compte l'un des facteurs déterminants dans le déclenchement des crises de la dette : la vulnérabilité des pays à faible revenu aux chocs externes. Cette vulnérabilité pèse sur la capacité de paiement de ces économies et appelle des instruments spécifiques et flexibles du financement du développement par l'endettement.*

Le but de ce séminaire est de se pencher sur la définition d'instruments qui pourraient aider durablement les pays à faible revenu à mieux gérer le poids de la dette tout en mettant en exergue les implications.

Les membres du panel de ce séminaire sont :

Présidente : **Mme Amanda Rowlatt**, Directeur, Division Finance internationale et Europe, Département pour le développement international, Royaume Uni

Orateurs :

- **M. Pierre Jacquet**, Economiste en Chef, Agence française de développement, France
- **M. Vikram Nehru**, Directeur, Département politique économique et dette, Banque mondiale, Etats-Unis
- **M. Michael Atingi-Ego**, Administrateur, Département Recherche et Politique, Banque de l'Ouganda, Ouganda
- **M. Mark Plant**, Conseiller supérieur, Département, Politique et Revue, Fonds Monétaire International, Etats-Unis
- **M. Zhou Yabin**, Directeur, Département Asie et Afrique de l'Ouest, Ministère du Commerce, Chine
- **M. Louis Kasekende**, Economiste en Chef, BAD

LES ETATS FRAGILES ET LE ROLE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES EN AFRIQUE

Date : *Lundi 14 mai 2007*
Salle : *Huangpu River Hall*
Heure : *14 h 30 – 16 h 30*

Sommaire

L'Afrique est le continent qui regroupe la plus forte concentration de pays fragiles dans le monde. Quelle que soit la définition d'un État fragile, il est clair qu'un nombre considérable de pays, notamment en Afrique sub-saharienne, se caractérisent par une faiblesse des capacités humaines et institutionnelles, l'inadéquation des structures de gouvernance, l'instabilité politique et la corruption. En outre, les pays en question sont souvent exposés à des conflits. Dans le même temps, l'Afrique regorge de richesses extractives. Le continent connaît actuellement des perspectives prometteuses en ce qui concerne la découverte, la prospection et la production potentielle de ressources extractives, un phénomène qui se conjugue au sommet atteint par les prix des matières premières. Apparemment, un nouveau « boom des ressources » se profile, de nouvelles ressources pétrolières venant étoffer les réserves existantes dans plusieurs pays africains. Bien gérée, cette situation peut engendrer, dans un scénario positif, une croissance généralisée et une réduction globale de la pauvreté en Afrique.

Toutefois, les recherches et les analyses suggèrent une corrélation positive très nette entre la fragilité et les industries extractives. En outre, la découverte de telles ressources n'entraîne pas forcément une instabilité politique ou un conflit, mais elle risque de contribuer à durcir les tensions existantes, provoquer une détérioration de la gouvernance, prolonger des crises, voire créer les conditions pour le déclenchement, la reprise ou l'aggravation de conflits existants. Dans le pire des cas, le résultat pourrait être l'apparition d'un certain nombre de nouveaux États fragiles, avec des conséquences très graves pour le développement de l'Afrique. Les États en difficultés ont un effet délétère sur les économies de leurs régions et peuvent rapidement annihiler le fruit d'années de développement continu. Ce seront alors non seulement les pays africains et le continent tout entier qui en pâtiront, mais aussi les investisseurs internationaux dans le cas où les scénarios les plus pessimistes se vérifieraient.

Par conséquent, il est nécessaire d'élaborer une stratégie globale et cohérente – basée sur les renseignements tirés de l'expérience – pour aider à stabiliser les pays en situation de fragilité, veiller à ce que les pays riches en nouvelles ressources ne se fragilisent pas à cause d'une mauvaise gestion de leurs ressources extractives, et leur permettre d'utiliser les revenus tirés de ces ressources pour le développement durable. Une telle stratégie doit conjuguer tous ces efforts pour aider les pays fragiles à restaurer leurs capacités étatiques, notamment par l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la gestion des ressources extractives dans les pays riches en ressources. En cas de scénario positif pour l'Afrique, tous les acteurs concernés devront prendre part à ce processus, aussi bien les IFI et les donateurs que le secteur privé et la société civile, sans oublier les nouveaux investisseurs sur le continent africain, dont les pays comme la Chine et l'Inde.

Les membres du panel de ce séminaire seront les suivants :

Président : **S. E. M. Timothy Thahane**, Ministre des Finances du Lesotho

Orateurs :

- **S. E. Mme A. Sayeh**, Ministre des Finances du Liberia
- **S. E. M. Dominic K. Fobih**, Ministre du Domaine, des Forêts et des Mines, Ghana
- **M. Jonas Moberg**, Responsable du Secrétariat, *Extractive Industries Transparency Initiative*, (EITI)
- **M. Paul Jourdan**, Président Directeur Général, MINTEK, Afrique du Sud
- **Mlle Chen Ying**, Directeur général adjoint, Confédération des Entreprises Chinoises, Chine
- **Mme Zeinab El Bakri**, Vice-Présidente, Opérations Secteurs, BAD

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DEFIS DU DEVELOPPEMENT

Date : *Lundi 14 mai 2007*

Salle : *Auditorium*

Heure : *14 h 30 – 16 h 30*

Sommaire

La communauté internationale s'accorde aujourd'hui largement sur le fait que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, tels que le dioxyde de carbone et le méthane (liés dans la plupart des cas à l'utilisation des carburants fossiles), induisent une modification des systèmes climatiques de la planète. Le changement climatique est à l'origine des risques les plus graves actuellement pour le développement environnemental, social et économique du monde développé et de celui en développement et ses retombées directes et indirectes menacent de réduire à néant des dizaines d'années d'efforts.

En Afrique, le changement climatique a d'ores et déjà des effets profonds et irréversibles sur les systèmes économiques, sociaux et environnementaux. Cet état de fait transparaît de plus en plus dans la fréquence et l'intensité des catastrophes et déséquilibres naturels liés au climat sur le continent, à savoir, entre autres, des sécheresses récurrentes, des inondations, des pluies erratiques et d'autres événements météorologiques de même type menaçant la santé humaine et les infrastructures ; la production agricole et l'approvisionnement alimentaire, la pérennité des ressources en eau, du sol et d'autres ressources naturelles essentielles à la vie des êtres humains et au développement économique.

S'il existe des opportunités pour introduire les énergies dites propres en Afrique, il est plus urgent de se concentrer sur l'adaptation au changement climatique puisque celui-ci affecte et menace la préservation des ressources naturelles et leur utilisation durable. L'agriculture, la pêche, l'élevage, l'eau, le tourisme, les parcs naturels et les ressources côtières se ressentent directement du changement climatique au vu des sérieuses conséquences de la recrudescence des famines et de la pauvreté. Il est possible de réduire la pauvreté et, parallèlement, d'accroître la capacité des classes les plus défavorisées à s'adapter au changement climatique.

Ce séminaire traitera plus particulièrement des problèmes suivants :

- *Problèmes, difficultés et opportunités liés à la promotion du développement d'énergies à faible émissivité de carbone. Comment financer ce développement et l'intégrer dans l'assistance au développement et la coopération Asie Afrique, ce qui recouvre aussi le transfert de technologies et les droits à produire du carbone ;*
- *Problèmes, difficultés et opportunités liés à l'adaptation au climat. Comment apporter un soutien à la gestion du risque climatique, comment la financer et l'intégrer dans l'assistance au développement ;*
- *Le rôle des Etats, des institutions financières, des donateurs et du secteur privé ; et*
- *Répondre au besoin financier grâce à des instruments financiers existants et/ou nouveaux : les défis spécifiques aux pays africains.*

Les membres du panel de ce séminaire seront les suivants :

Président : **S. E. M. Eugène H. Shannon**, Ministre du domaine, des mines et de l'énergie, Liberia

Orateurs :

- **Mme Ann Kajumulo Tibaijuka**, Directeur Exécutif, UN-Habitat, Kenya
- **Mme Rosebud Kurwijila**, Commissaire, Economie Rurale & Agriculture, Union Africaine, Ethiopie
- **M. Ogunlade R. Davidson**, Université de Sierra Leone, Sierra Leone
- **M. Yogesh Vyas**, Spécialiste en Chef, Environnement, BAD

CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Date : *Lundi 14 mai 2007*

Salle : *Yangtze River Hall*

Heure : *14 h 30 – 16 h 30*

Sommaire

De nombreux pays d'Asie ont connu une croissance économique rapide. Le Japon, précurseur d'une telle vague de croissance économique dans la région, a réalisé une forte croissance économique dans les années 60. Quatre pays et territoires asiatiques constitués de Hong Kong, Singapour, La Corée du Sud et Taïwan ont été dénommés les Tigres Asiatiques car ils maintenaient des taux de croissance élevés et connaissaient une industrialisation rapide entre le début des années 60 et les années 1990. Au début du 21^e siècle, ces quatre tigres sont devenus des pays développés ou proches de l'être, et l'attention s'est de plus en plus tournée vers d'autres économies asiatiques.

Face à un développement économique si rapide, les nombreux problèmes environnementaux engendrés, tels que la pollution des eaux, ont été montrés du doigt comme étant le côté négatif de la croissance économique. L'accélération de la globalisation et de l'expansion du monde économique ont mis à jour divers problèmes environnementaux de part le monde. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la terre) en 1992, la communauté internationale a fait des efforts continus pour discuter ces problèmes communs à toutes les nations. Cependant, dès les années 60 le Japon et d'autres pays ont déjà dû lutter pour équilibrer le développement économique et la conservation de l'environnement. A cet égard, on pourrait dire que l'histoire du développement économique est également l'histoire du défi de la conservation environnementale. Qu'avons-nous appris de nos expériences et comment pouvons-nous appliquer ces leçons à notre futur ? A présent, les problèmes environnementaux ne sont pas seulement le souci d'une région limitée mais ont un impact global. Les problèmes environnementaux des régions d'Asie du Sud-est affectent directement et indirectement les régions africaines, et vice versa.

En prenant en compte l'histoire et les antécédents, ce séminaire va fournir une explication aux implications d'un développement durable en Afrique, en partageant les leçons tirées des expériences de développement antérieures du Japon, de la Chine et de la Corée, essentiellement dans les secteurs hydrauliques et forestiers.

Il serait grand temps d'explorer ce thème si l'on considère que de nombreux pays africains peuvent avoir à faire face prochainement au dilemme aigu entre développement économique rapide et conservation de l'environnement. Il est à noter que la Banque Africaine de Développement a donné la priorité au développement du secteur de l'eau.

Le séminaire traitera entre autres des questions suivantes :

- 1. Quelles sont les stratégies qui ont aidé le Japon et les tigres asiatiques à réaliser les taux de croissance considérables qui sont détaillés dans la note conceptuelle et quels ont été les goulots d'étranglement (impasses ?) Quelles sont les leçons que l'Afrique peut considérer dans sa progression vers le développement, sur la base des expériences asiatiques ?*
- 2. Un développement économique rapide est la plupart du temps défié par les problèmes environnementaux. Quelles sont les expériences du Japon à ce propos et comment l'Afrique peut apprendre de l'expérience japonaise pour se développer de façon harmonieuse avec l'environnement ? Quels pourraient être les défis et les choix à faire ?*
- 3. Comment le Japon peut-il renforcer sa collaboration et ses liens avec la Banque africaine de développement dans le domaine spécifique de la production, de la gestion et de la dissémination du savoir afin d'assurer que l'Afrique réduise au minimum la répétition des problèmes environnementaux associés avec un développement économique rapide ?*

Les membres du panel de ce séminaire seront les suivants :

Modérateur : **M. Kunio Okamura**, Directeur général, JBIC, Japon

Orateurs :

- **M. Song Tiedong**, Directeur adjoint, Sino-Japan Friendship Center for Environmental Protection (SEPA)
- **M. Tae-Dong Park**, Directeur Exécutif, Groupe EDCF, Corée

- **M. Hiroto Arakawa**, Banque japonaise de la coopération internationale (BJCI), Japon

Intervenants :

- **Prof. Kazuhiro Ueta**, Université de Kyoto, Japon
- **Prof. Ma Zhong**, Université de Renmin, Chine
- **Prof. Bok Yeong Park**, KIEP, Corée
- **M. Nils Tcheyan**, Directeur Stratégie et Opérations, Région Afrique, Banque Mondiale
- **M. John Benjamin**, Ministre des Finances, Sierra Leone
- **M. Philibert Afrika**, Directeur, Département des Politiques opérationnelles et Normes, BAD

**PETIT DEJEUNER DE TRAVAIL SUR LES MARCHES FINANCIERS ET DES CAPITAUX :
«MARCHES AFRICAINS OBLIGATAIRES : TIRER PARTIE DES GAINS
DES DERNIERES ANNEES»**

Date : *Mardi 15 mai 2007*

Salle : *Europe Hall*

Heure : *7 h 15 – 8 h 45*

Sommaire

Au cours des dernières années, les investisseurs de même que les émetteurs d'obligations ont renouvelé leurs intérêts pour les marchés obligataires. Cependant, alors que certains pays ont accompli des progrès remarquables dans le développement de leur secteur financier, pour d'autres, atteindre ce niveau de développement reste encore un défi à relever.

Une analyse des marchés obligataires en Afrique indique une grande disparité entre les niveaux de développement. En réalité, la grande majorité des pays africains ne dispose que de marchés rudimentaires dotés d'instruments de dette en général de très courte portée. Les obligations d'états sont généralement les plus dominantes avec très peu d'obligations d'entreprises et de titres dérivés, lorsque celles-ci existent.

Cet atelier a pour objectif d'explorer les moyens de tirer partie des expériences acquises au cours des dernières années afin de permettre aux marchés obligataires du continent de se développer davantage.

Modérateur : M. Thierry de Longuemar, *Vice Président Finances, BAD*

Orateurs :

- Aperçu régional : Afrique vs. Asie – **M. Ade Adebayo**, Directeur, Dette, Marchés des Capitaux, Banque Standard Chartered.
- Expériences des pays en matière de développement des marchés obligataires nationaux - Chine et Maroc (*Orateurs à confirmer*)
- Et maintenant que faire ? Hiérarchiser les questions clés - **M. Brad Koen**, Directeur, Marchés Globaux, Standard Bank, Afrique du Sud.

SEMINAIRE A L'INTENTION DES GOUVERNEURS

**LE SYSTEME RENFORCE D'ALLOCATION FONDEE SUR LA PERFORMANCE (AFP)
 ET LE CADRE DE SOUTENABILITE DE LA DETTE/
 ANALYSE DE LA SOUTENABILITE DE LA DETTE (CSD/ASD)**

Date : *Mardi 15 mai 2007*

Salle : *Auditorium*

Heure : *17 h 00 – 18 h 00*

Sommaire

Le système renforcé d'allocation fondée sur la performance ainsi que le cadre de soutenabilité de la dette / analyse de la soutenabilité de la dette qui lui sont associés (AFP/CSD/ASD) constituent un mécanisme transparent d'allocation de ressources concessionnelles du FAD aux emprunteurs éligibles en fonction de la performance, des besoins et de la population.

Le système AFP/CSD/ASD est un processus en deux étapes. La première étape consiste à déterminer les allocations par pays à l'aide du cadre renforcé d'AFP et la seconde à déterminer les conditions de financement à l'aide du système CSD/ASD.

Les allocations par pays sont déterminées à l'aide de la formule d'AFP améliorée. La formule est une fonction géométrique multiplicative de trois variables principales : le revenu par habitant (RNB/P) donnant une indication des besoins du pays, une note d'évaluation de la performance du pays ajustée (EPP) qui mesure la performance du pays et le niveau de la population du pays (P). Un facteur de gouvernance (FG) donnant une indication de la performance du pays en matière de gouvernance ainsi qu'un facteur de renforcement post-conflit (PCEF) sont utilisés pour convertir l'EPP de base en EPP ajustée. L'EPP de base est une moyenne pondérée de la note d'évaluation des politiques et institutions des pays (EPIP) qui évalue l'environnement institutionnel, politique et social du pays et l'évaluation de la performance du portefeuille pays (EPPP) laquelle mesure la performance du portefeuille de la Banque dans le pays.*

Après avoir déterminé l'allocation du pays à l'aide du système d'AFP, les conditions de financement prêts/ dons sont déterminées par le degré de surendettement du pays à l'aide du CSD/ASD. La classification CSD/ASD est illustrée par un système de feux tricolores dans lequel «vert» représente un faible risque de surendettement correspondant à 100 % de prêts, «orange» représente un risque modéré de surendettement correspondant à une combinaison 50 % de prêts/ 50 % de dons et «rouge» représente un risque élevé de surendettement correspondant à 100% de dons.

Sur la base de l'évaluation des risques par pays du CSD 2005, 14 pays ont été classés dans la catégorie «prêts uniquement», 21 dans la catégorie «dons uniquement» et 5 dans la catégorie «combinaison prêts/ dons». Dans l'évaluation des risques par pays du CSD/ASD 2006, 16 pays ont été classés dans la catégorie «prêts uniquement», 20 dans la catégorie «dons uniquement» et 4 dans la catégorie « combinaison prêts/ dons».

Un certain nombre de questions et de défis relatifs à l'application du système d'AFP et au CSD/ASD sont actuellement abordés par les BDM, les plénipotentiaires du FAD et par les conseils des directeurs et des gouverneurs pour une utilisation plus efficace des ressources du FAD. Ceux-ci comprennent : la complexité de la formule d'AFP, la prédictibilité des allocations annuelles par pays, la subjectivité des évaluations de performance, la double prise en compte du facteur de gouvernance, le poids du facteur population, le processus d'évaluation de la performance du portefeuille pays, le facteur de renforcement post-conflit, le mécanisme de concentration en début/fin de période, les critères d'éligibilité pour une réallocation des ressources au titre du FAD-X, le problème de l'abstentionnisme et les poids relatifs des variables fondamentales dans la formule d'AFP améliorée.

Les problèmes et les défis du système d'AFP sont complexes et nécessitent un examen minutieux et des directives prudentes de la part des plénipotentiaires du FAD et des conseils des directeurs et des gouverneurs. Les questions suivantes font partie des questions fondamentales à examiner.

- i. Quels sont les principaux éléments d'une formule d'AFP simplifiée permettant d'atteindre les objectifs sous-jacents du système renforcé d'AFP ?*
- ii. Comment minimiser voire éliminer la volatilité et le problème de la prédictibilité ?*

- iii. *Comment supprimer la double prise en compte du facteur de gouvernance dans le système d'AFP ?*
- iv. *Le poids du facteur population doit-il être réduit et dans quelle mesure ?*
- v. *Comment aborder la volatilité dans le processus d'EPPP ? Assainir le portefeuille, améliorer la supervision des projets, appliquer une moyenne mobile sur trois ans de l'évaluation, etc.*
- vi. *Le PCEF doit-il être supprimé de la formule d'AFP et une réserve de ressources doit-elle être mise en place à côté des ressources de reconstitution du FAD pour répondre aux besoins des pays sortant d'un conflit ?*
- vii. *Comment concilier le problème de l'abstentionnisme avec le besoin de ressources supplémentaires pour le développement nécessaires à la réalisation des OMD dans les pays exclusivement FAD ?*

Les membres du Panel de ce séminaire sont les suivants :

Président : S. E. M. Goodall Gondwe, Ministre des Finances, Malawi

Orateurs :

- **M. Vikram Nehru**, Directeur Dette et politique Economique, Banque Mondiale, Etats-Unis
- **M. Sudipto Mundle**, Conseiller, Département Stratégie et Politique, Banque Asiatique de Développement, Philippines
- **M. Stefan Emblad**, Conseiller, Département Afrique, Banque mondiale, Etats-Unis
- **M. Philibert Afrika**, Directeur, Département des Politiques opérationnelles et Normes, BAD

**CROISSANCE ET RESPONSABILITE EN AFRIQUE : PRESENTATION DU PROGRAMME
SOUS LA PRESIDENCE ALLEMANDE UE/G8**

**DISCUSSION EN COMITE DE LA DURABILITE DE L'INVESTISSEMENT PRIVE
EN AFRIQUE**

Date : *Mardi 15 mai 2007*

Salle : *Yangtze River Hall*

Heure : 18 h 15 – 19 h 45

Sommaire

*Le DEG au nom du BMZ est chargé de l'organisation de la manifestation et a désigné le point focal pour la préparation de cette manifestation. Cette manifestation serait subdivisée en deux parties : (i) Une présentation du programme sous la présidence allemande UE/G8 centrée sur le thème «**Croissance et Responsabilité en Afrique**» ; et (ii) une discussion en comité centrée essentiellement sur la question de «**la Durabilité de l'investissement privé en Afrique**» qui figure parmi les recommandations clés du programme G8.*

Le séminaire mettra l'accent sur les trois principaux messages suivants :

- *L'Afrique en mouvement (amélioration de l'environnement politique et économique) ;*
- *Condition pour atteindre les objectifs du millénaire : une croissance forte, donc, une croissance des investissements y compris ceux des IFD ;*
- *Investissements durables pour contribuer à la «croissance partagée».*

Les membres du Panel de ce séminaire sont les suivants :

Allocution d'ouverture : *M. Donald Kaberuka*, Président de la BAD

Modérateur : *M. Winfried Polte*, Chairman of the Management Board, DEG

Orateurs :

- *Mme Karin Kortmann*, Gouverneur pour l'Allemagne et Ministre au Ministère de la Coopération économique et du Développement
- *M. Trevor Manuel*, Ministre des Finances, Afrique du Sud
- *M. Chen Min*, Directeur des Affaires asiatiques et africaines, Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT)